

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 05/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MULTI BENNES SERVICES**

11 RUE DES FRERES MONGOLFIER  
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-28-LL  
Code AIOT : 0010600461

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement MULTI BENNES SERVICES implanté ZAC les Portes du Dauphiné 11, rue des Frères Montgolfier 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTI BENNES SERVICES
- ZAC les Portes du Dauphiné 11, rue des Frères Montgolfier 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0010600461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Multi Bennes Services - MBS - exerce depuis 2005 sur son site de Saint-Pierre-de-

Chandieu (69) une activité de tri de déchets, principalement issus de la collecte de déchets de chantiers du BTP en bennes ouvertes placées sur les chantiers. La grande majorité des déchets réceptionnés est issue des transports assurés par l'entreprise elle-même et de ses 7 camions (19 et 26 t).

L'ICPE est implantée au sein de la zone d'activité « Les portes du Dauphiné », gérée par la Communauté de communes de l'Est Lyonnais. L'eau de ruissellement en sortie de site rejoint un bassin collectif de cette zone, avant traitement ultérieur par la STEP de St Fons sous maîtrise d'ouvrage du Grand Lyon.

L'ICPE MBS est classée depuis novembre 2005. L'activité autorisée à cette date est établie sur un tonnage de 25 000 t par an. L'entreprise emploie actuellement une douzaine de personnes en 1 équipe. Ces dernières années, le tonnage réceptionné sur site est d'environ 10 000 t / an. L'exploitant signale un ralentissement de l'activité qui se traduit notamment par le rapatriement de nombreuses bennes vides sur son site, ces bennes n'étant plus placées chez ses clients.

En 2025, le site MBS s'étend sur 6 000 m<sup>2</sup>, son activité est recentrée sur :

- la location de bennes de déchets mises à disposition de chantiers du BTP
- la réception des bennes et leur tri au sol dans le bâtiment,
- l'entreposage en extérieur des fractions de gravats et bois.

Le site est en contrat avec l'éco-organisme VALOBAT.

Conformément à son arrêté préfectoral (article 7.1.9), aucun tri sur déchet entrant n'est effectué en dehors du bâtiment et l'exploitant indique qu'il donne comme consigne à son personnel que le bâtiment soit vide de déchets non-triés chaque soir. Le mode opératoire dans le bâtiment est le suivant : tri manuel et tri au grappin du contenu d'une benne dépotée, au sol. Puis le chargement au grappin de 6 bennes situées à l'Ouest du bâtiment : 1 benne carton, 1 benne ferraille, 2 bennes DIB (pour élimination en décharge-ISDND), 1 benne bois B, 1 benne bois A. Les éléments les plus lourds (les gravats) restés au sol dans le bâtiment, sont ensuite évacués avec un chargeur à roue vers les alvéoles gravat situées à l'extérieur.

Le site comporte une activité de broyage de bois, avec un broyeur mobile de capacité 20t / j qui fonctionne par campagne. C'est la seule activité soumise à autorisation sur ce site.

Depuis son démarrage en 2005, ce site n'a fait l'objet d'aucune plainte remontée à l'Inspection ni n'a subi d'incendie ou d'accident nécessitant l'intervention des forces de secours.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Rétention des eaux en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 4.8.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie		
2	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
4	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
5	Ilottage des déchets	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	Sans objet
6	Traçabilité et état des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site MBS réceptionne environ 10000 t / an de déchets de chantiers du bâtiment. Il a démarré ses activités en 2005. La présente inspection a porté sur le risque incendie.

Le site MBS stocke jusqu'à 500 m<sup>3</sup> de déchets de bois avant expédition. L'exploitant doit formaliser un plan de défense contre l'incendie dans un délai de 6 mois et apporter la preuve de fonctionnement de la vanne d'isolement des réseaux de collecte des eaux d'extinction d'incendie (délai de 2 mois). L'exploitant s'est par ailleurs engagé à installer une détection incendie du stock de bois, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vérifications périodiques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Les 16 extincteurs et 4 RIA font l'objet d'une visite annuelle par un organisme de contrôle. La dernière facture date du 05/04/2024 et le rapport ne signale aucune non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées

d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.

**Constats :**

Cette prescription est applicable au 01/01/2026.

Sur ce site, les déchets combustibles autres que le bois sont placés en bennes 30 m<sup>3</sup> et évacués sans délai (ISDND de Satolas pour l'essentiel).

Les déchets de bois sont placés en limite nord du site, à plus de 25 m du bâtiment.

L'exploitant est informé qu'il doit organiser la détection incendie des zones de stockage de déchets de bois, au nord du site, afin d'être en conformité à l'échéance du 01/01/2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :**

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir formalisé de plan de défense incendie.  L'exploitant dispose de 4 RIA dont 2 placés de part et d'autre du stock extérieur de bois.  Hormis le bois, aucun stock de déchets combustibles n'est gardé au sol. Les refus de tri et le plastique sont en bennes 30 m<sup>3</sup> et évacuées une fois pleine.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant produit un Plan de Défense contre l'incendie selon le référentiel demandé, et le transmet à l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Exercice de défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une formation incendie et manipulation d'extincteurs est programmée en juin 2025. Elle comprend une simulation de départ de feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Ilotage des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.  La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.  La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.  Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p>

<p>Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entrepôt extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à un m<sup>3</sup> de déchets inflammables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le seul stock de déchets combustibles est constitué du bois A et bois B au nord du site. Des murs entourent ces stocks sur 3 côtés, d'une hauteur maximum de 4m. Chacun des stocks, bois A, bois B et bois en attente de broyage, fait moins de 500 m<sup>2</sup>, est séparé des 2 autres stocks par des parois. Ces stocks sont en limite nord du site et à plus de 25 m du bâtiment, afin de limiter les conséquences d'un incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Traçabilité et état des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant travaille en flux tendu. Tous les déchets sont triés à l'intérieur du bâtiment puis placés dans des bennes à l'extérieur. Ces 6 bennes (30 m<sup>3</sup> par benne) sont évacuées dès qu'elles sont pleines.</p> <p>Au nord du site, en extérieur, l'exploitant stocke les déchets de bois. Le stock maximum peut être estimé en équivalent de 2 semi-remorques (environ 200 m<sup>3</sup>) de bois A et la même quantité pour le bois B, plus une quantité de déchets de bois en attente de broyage ou de tri. Le stock maximal est d'environ 500 m<sup>3</sup>.</p> <p>Compte tenu de cette organisation, l'état des stocks est directement visible et répond à la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Rétention des eaux en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 4.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations seront conçues de manière à pouvoir offrir un volume de rétention pérenne d'au moins 120 m <sup>3</sup> en toutes circonstances.
<b>Constats :</b>  Suite à la précédente inspection, l'exploitant devait faire installer une vanne guillotine, avec mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie, et possibilité d'effectuer des prélèvements d'eau (regard d'accès, dispositif de fermeture manuelle du rejet et point de prélèvement pour analyse.) L'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de travaux. Le jour de la présente visite, l'absence de clé / dispositif d'utilisation de la vanne a été constatée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmet la preuve photographique de la disponibilité de la clé d'activation de la vanne-guillotine. Un panneau sera apposé à proximité indiquant la présence de la vanne-guillotine, de la clé et de son utilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois